

# Les nouveaux enjeux en blé ou soja

Rapport prospectif de la FAO (2018-2027), guerre commerciale sino-américaine et colloque « L'agriculture en 3D : défense, diplomatie, développement... » Ces trois événements soulignent, chacun à leur manière, ces dernières semaines, qu'il est temps de remettre les pendules du négoce agricole mondial à l'heure.

## NÉGOCE

Comme évoqué dans ces colonnes le mois dernier, trop de décisions politiques ou entrepreneuriales sont dictées par une croyance sans faille mais particulièrement dangereuse, d'une croissance mondiale vigoureuse portée par l'explosion des classes émergentes.

### Un ralentissement de la demande

Début juillet, la FAO a publié son rapport prospectif (2027), prenant à revers ses précédentes prévisions, et faisant vaciller quelques idées reçues. « Le ralentissement de la demande devrait persister tout au long des dix prochaines années. La population sera le principal facteur de croissance de la consommation pour la plupart des produits, même si elle croît elle-même à un rythme plus modéré, comme l'indiquent les projections. De plus, la consommation par habitant de nombreux produits devrait stagner à l'échelle mondiale, notamment celle d'aliments de base comme les céréales et les racines et tubercules, dont les niveaux de consommation sont proches de la saturation dans de nombreux pays. Dans le secteur de l'élevage, l'évolution des préférences alimentaires au niveau régional et les contraintes sur les revenus disponibles freinent la consommation de viande, mais la demande d'autres produits d'origine animale comme les produits laitiers connaîtra sans doute une croissance plus rapide dans les dix années à venir ». En clair, cela veut dire que pour les exportateurs, les places vont être chères, et que les prix mondiaux pourraient continuer à en pâtir si les compétiteurs n'ajustent pas la voile. S'ajoute à cela la nécessité de produire durable, qui oblige à un « reset » des modes de pro-



C'est sur le marché du blé que la concurrence est la plus vive, et c'est donc le dossier sur lequel il est important de se repositionner.

duction dans de nombreux pays.

### Un marché des protéines attractif

En parallèle, la volonté farouche de Donald Trump d'en découler avec la Chine, car il en va de l'hégémonie des USA et de sa monnaie, a confirmé la place stratégique des matières premières. Aujourd'hui, les minerais, les énergies (pétrole et gaz) et les produits agricoles sont tout autant des armes que des otages, dans cette guerre commerciale. Dégoupiller ces grenades n'est pas sans conséquence sur les marchés agricoles pour les deux pays (respectivement premier exportateur et premier importateur de grains). Cela entraîne une réallocation des jeux d'acteurs, notamment sur le marché du soja. Mais face à une demande toujours en croissance, les USA peuvent rester optimistes, puisqu'ils devront four-

nir en oléagineux les clients délaissés par le Brésil, lui-même occupé à servir la Chine. Car nous y trompons pas, le marché des protéines reste attractif et est devenu prioritaire chez les deux plus gros producteurs. En conséquence, les USA et le Brésil diminuent chaque saison leurs surfaces consacrées au blé, au profit du soja.

### Les exportations, une « arme diplomatique »

C'est sur le marché du blé que la concurrence est la plus vive, et donc le dossier sur lequel il est important de se repositionner. Pour les USA ou la Russie, il ne fait aucun doute que les exportations de produits agricoles sont une « arme diplomatique » incontournable. L'UE quant à elle, ne semble pas l'avoir intégré dans son logiciel. Devant un tel constat, le colloque « L'agriculture en 3D »<sup>(1)</sup> qui s'est tenu à Paris le 5 juillet avait de quoi interpeller. Long-

temps oublié des politiques français, le repositionnement de l'agriculture (facteur d'indépendance, de sécurité et de puissance) au cœur des enjeux de notre politique internationale, semble en marche. L'Afrique notamment, est un marché à portée de main. Pourtant, comme le rappelait Mamadou Goïta, agriculteur au Mali et directeur de l'Irpad<sup>(2)</sup>, l'Afrique est capable de produire suffisamment. Elle pâtit essentiellement d'une mauvaise répartition de ses récoltes et d'un déficit d'infrastructures (routes, stockage) et d'outils de transformation. Aujourd'hui, 63% de la production céréalière africaine se consomment dans un rayon de 5 km. Trop connecter cette agriculture de proximité avec le marché mondial très volatil serait une mauvaise

idée, qui pourrait faire avorter le potentiel de développement local. Il semble surtout nécessaire de former les jeunes, sans leur imposer un modèle de production occidental non adapté, afin de sauvegarder la biodiversité actuelle mais aussi d'ancrer la population rurale.

La France, et plus généralement l'UE, serait sans doute bien avisée, d'aider les pays africains à se doter d'une véritable politique agricole commune, en leur fournissant soutien technique et financier de long terme.

Patricia Le Cadre, Céréopa

<sup>(1)</sup> Organisé par le club Demeter et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

<sup>(2)</sup> Institut de recherche et de promotion des alternatives de développement en Afrique, Think Tank africain à caractère scientifique et académique d'appui aux organisations paysannes.

## DE LA 2<sup>e</sup> À LA 8<sup>e</sup> PLACE EN BLÉ

Dans l'UE, les emblavements de blé restent stables. En France, les surfaces ont même progressé de 4,7 millions d'hectares en 2009 à 5,1 millions en 16/17. Le cauchemar des prix bas actuels qui ne rémunèrent pas les producteurs (sauf quand la monnaie nous est favorable), risque donc de perdurer, si les signaux du marché ne fon-

tionnent pas mieux au moment des semis. Car le constat est terrible. En 8 ans, la France a régressé de la deuxième à la septième place en tant qu'exportateur de céréales. Les USA restent le leader incontesté, mais l'Ukraine, l'Argentine, la Russie, l'Australie et le Canada nous ont relégués loin derrière.

## En bref

### L'EUROPE TOUCHÉE PAR LA SÉCHERESSE

**Culture** La Pologne et la Lettonie ont alerté sur la sécheresse prolongée, la pire des dix dernières années, qui touche leurs agriculteurs. Le Portugal, la Suède et la Finlande viennent eux de bénéficier d'une dérogation en matière de verdissement (concernant la diversification des cultures et les surfaces d'intérêt écologiques) suite à des conditions météorologiques anormalement chaudes et sèches, ce qui a eu un impact négatif sur la disponibilité des fourrages. Des exemptions similaires ont déjà été accordées au Royaume-Uni et à l'Irlande dans le passé.

### LA FRANCE RESTE COMPÉTITIVE



**Blé** En 2017-2018, la filière française a exporté 8,2 Mt de blé tendre vers les pays tiers, presque autant qu'en 2016-2017 (8,4 Mt) ; et 9,3 Mt vers l'UE, davantage qu'au cours de la campagne précédente (9 Mt). La stratégie de vente française a consisté à laisser passer les Russes et les Ukrainiens en début de campagne, puis à lancer des offres une fois que la Russie et l'Ukraine avaient écoulé leurs cargaisons, le plus souvent dans la seconde moitié de la campagne, au printemps. En juin, le prix moyen à l'exportation du blé meunier français (Fob Rouen) se situait à 210 \$/t, certes plus cher que le blé de la mer Noire (203 \$/t) mais moins cher que les blés américain (242 \$/t) et australien (253 \$/t).

### LA « COMMISSION INTERNATIONALE AGRICOLE » ENTRE EN ACTION

**Export** La première réunion de la « commission internationale agricole et agroalimentaire », animée par FranceAgriMer, a eu lieu le 13 juillet, au Quai d'Orsay. L'objectif de cette commission est de « soutenir le développement des filières françaises du secteur à l'international ».

## PRODUIRE MOINS DE BLÉ ET PLUS D'OLÉAGINEUX

Parce que nous produisons d'ores et déjà trop de calories mais sans doute pas assez de protéines à l'échelle mondiale, tout miser sur les céréales ne semble donc pas la meilleure option. On le voit, les enjeux sont devant

nous, mais le temps est compté pour poser les jalons d'une production agricole française capable de répondre aux défis de demain. Un peu moins de blé et plus d'oléagineux dans les assolements sont une des voies

possibles, qui nous garantirait une meilleure autonomie protéique. Elle n'est pas simple à mettre en œuvre dans un contexte mondialisé, mais puisque la Pac tend à se renationaliser, tout est encore possible.